

*Eldorado Nucléaire Limitée*

large éventail d'investisseurs, particuliers et institutions. C'est ainsi que tous les Canadiens vont pouvoir participer grâce à des investissements particuliers ou à des véhicules comme les caisses de retraite à la réussite financière de cette nouvelle société.

[Français]

Les plans de propriété partagée parmi les employés ont été un facteur important dans plusieurs privatisations. Ces projets sont populaires auprès des employés et constituent une façon efficace de permettre aux employés d'accéder à la propriété de leur propre entreprise.

[Traduction]

Les deux gouvernements ont convenu de réduire leur participation de 30 p. 100 d'ici à deux ans, de 60 p. 100 d'ici à quatre ans et de 100 p. 100 d'ici à sept ans. A vrai dire, le rythme exact va dépendre de la situation économique et financière, car le gouvernement veut obtenir le meilleur rendement possible pour les Canadiens. Toutefois, les gouvernements de la Saskatchewan et du Canada sont décidés à privatiser la société et ils souhaitent que l'on offre ses actions sur le marché dans les plus brefs délais, de préférence dans l'année qui suivra la fusion.

● (1550)

Malgré tout cela, un aspect clé de l'Eldorado demeurera inchangé—ce qui est très important—et c'est que la société continuera d'observer et d'appliquer strictement les normes de santé, de sécurité et de protection de l'environnement. Ces questions sont prioritaires pour le gouvernement et les Canadiens, que la société soit de propriété publique ou privée. Ce fait ne change rien aux normes.

La société Eldorado fait partie d'une industrie où la sécurité revêt une importance primordiale tant pour les employés que pour le grand public. Les Canadiens se soucient tous de la gestion des déchets résultant de l'extraction et de la transformation des matériaux radioactifs. Les critères établis dans la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, dans la réglementation et d'autres mesures législatives fédérales et provinciales, s'appliquent également aux entreprises qui exploitent l'uranium, que celles-ci soient publiques ou privées. En vertu de l'entente qu'il a conclue avec le gouvernement de la Saskatchewan, le gouvernement fédéral s'engage à trouver et à mettre au point une solution au problème de l'enfouissement des déchets radioactifs de faible activité accumulés par l'Eldorado près de Port Hope.

J'ai déclaré à maintes reprises que le fait de confier à l'État la propriété d'une entreprise donnée constituait une très mauvaise solution de remplacement à la mise en oeuvre d'une réglementation efficace pour protéger la sécurité du public. Dans l'état actuel des choses, près de la moitié de la production canadienne d'uranium est attribuable au secteur privé qui poursuit son activité en conformité des lois et de la réglementation pertinentes. La nouvelle compagnie sera tenue d'observer ces lignes directrices fort sévères. Par conséquent, les Canadiens et, plus spécialement, les employés de l'Eldorado peuvent être assurés que les objectifs de protection de l'environnement, ou les besoins en matière de sécurité publique, ne seront pas sacrifiés à la privatisation de l'Eldorado.

[Français]

De la même façon, madame la Présidente, le Canada a longtemps favorisé une politique qui met spécialement l'accent sur l'application pacifique de l'énergie et de la technologie nucléaire. Les exportations d'uranium, de produits et de technologie nucléaires sont contrôlées et minutieusement suivies afin de nous assurer que les autres respectent nos politiques de non-prolifération nucléaire.

Ces politiques s'appliquent autant dans le secteur privé que dans le secteur public. La privatisation d'Eldorado Nucléaire n'aura absolument aucun impact sur les politiques de non-prolifération du gouvernement, pas plus que sur ses efforts pour réduire l'utilisation non pacifique de l'énergie nucléaire à travers le monde.

[Traduction]

Les employés d'Eldorado et de la SMDC peuvent envisager la fusion et les modalités de privatisation subséquentes avec un optimisme justifiable. La nouvelle compagnie sera plus forte, financièrement plus saine et en meilleure position pour livrer concurrence à l'échelle internationale que ces deux compagnies pouvaient le faire lorsqu'elles étaient exploitées séparément.

Le gouvernement croit fermement que la sécurité d'emploi et les nouvelles occasions d'emploi seront mieux assurées par un secteur privé compétitif et entreprenant. Pour illustrer cela, je n'ai qu'à rappeler l'état de l'économie aujourd'hui, le nombre record d'emplois créés depuis trois ans et demi, à savoir plus d'un million de nouveaux emplois.

La nouvelle compagnie emploiera plus de 1 000 personnes. Ces gens représentent pour elle une ressource aussi importante que ses gisements d'uranium. Je peux assurer les employés de la SMDC et d'Eldorado que les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan accordent une haute priorité à leurs inquiétudes dans le cadre des négociations sur l'entente de fusion définitive et dans les modalités de privatisation qui suivront. Maintenir une main-d'oeuvre engagée et motivée est clairement dans l'intérêt de cette société et de tous les Canadiens.

C'est pourquoi l'entente stipule que les employés doivent avoir l'occasion de participer à la propriété de cette compagnie. Les détails de ce plan seront élaborés au fur et à mesure que la compagnie progressera dans cette étape de privatisation. Notre dossier dans ce domaine, auprès de compagnies comme la FPI et Téléglobe notamment, est très positif et augure bien, au demeurant, pour les employés d'Eldorado. La compagnie honorerait toutes les conventions collectives existantes. Toutes les nouvelles conventions collectives seront conclues dans le cours normal de ses opérations. Les caisses de retraite et les avantages sociaux seront pris en charge par la nouvelle compagnie pour le bénéfice des employés.

[Français]

Le Canada et la Saskatchewan insistent pour que les préoccupations des employés soient examinées durant toutes les phases du processus de privatisation. L'équipe de transition a mis sur pied un groupe de travail dont le mandat est de se pencher sur les préoccupations des employés et de faire les recommandations qui s'imposent.